

Unité départementale d'Ille et Vilaine

RENNES, le 7 avril 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/02/2022

Contexte et constats

Publié sur



TRANSFO SERVICES

ZAC de la Goulgatière
2 boulevard Laënnec - BI 82128
35220 CHATEAUBOURG

Références : ICPE / AIOT 0005503600

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/02/2022 dans l'établissement TRANSFO SERVICES implanté ZAC de la Goulgatière 2 boulevard Laënnec - BI 82128 35220 CHATEAUBOURG. L'inspection a été annoncée le 28/01/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'est inscrite dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRANSFO SERVICES
- ZAC de la Goulgatière 2 boulevard Laënnec - BI 82128 35220 CHATEAUBOURG
- Code AIOT dans GUN : 0005503600
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : non concerné

Le site est dédié à la maintenance de transformateurs électriques de moyenne et forte puissance, essentiellement pour le compte d'Enedis. Cela comprend notamment la vidange de l'huile (comportant parfois du PCB) et son remplacement par de l'huile "propre", ainsi que des opérations de nettoyage, de mise en peinture et d'essais des performances électriques.

Les principaux thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative des installations
- suites données aux inspections précédente
- moyen de prévention et de lutte contre l'incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Ressources en eau et mousses	Arrêté Préfectoral du 30/04/2008, article 7.6.4	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Classement des activités	Lettre du 20/04/2018, article Obs 18-1	/	Sans objet
Installations de protection contre la foudre	Lettre du 20/04/2018, article Obs 18-2	/	Sans objet
Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 30/04/2008, article 7.6.2	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Garanties financières	Lettre du 25/05/2021, article /	/	Sans objet
Conformité des installations électriques	Lettre du 20/04/2018, article Obs 18-3	/	Sans objet
Obs 2020-1	Lettre du 10/07/2020, article Obs 2020-1	/	Sans objet
Interdiction du feu	Arrêté Préfectoral du 30/04/2008, article 7.4.3	/	Sans objet
Formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 30/04/2008, article 7.4.4	/	Sans objet
Plan de sécurité	Arrêté Préfectoral du 30/04/2008, article 7.6.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en évidence le respect global des obligations de l'exploitant vis-à-vis du risque incendie (équipements, vérifications périodiques, formation et exercice du personnel). Néanmoins, une question importante est soulevée quant aux moyens d'extinction utilisables par les services de secours.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Classement des activités

Référence réglementaire : Lettre du 20/04/2018, article Obs 18-1
Thème(s) : Situation administrative, Suite inspection du 22/03/18 et réponse du 28/02/19
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Observation 2018-01: L'exploitant se positionnera vis à vis des rubriques 2792-1 et 2790 de la nomenclature des installations classées en précisant les volumes d'activités maximum.</p> <p>Courrier de réponse de l'exploitant</p> <p>2718-1, A – tri transit déchets dangereux - 16 t -> 20 t pour 40 transfos soit 16m3/20 t d'huile + équipements SF6</p> <p>2792-1-b, A – déchets PCB – 50 t (transfo plein)</p> <p>2792-2-b – traitement de déchets de PCB – 25 t d'huile à plus de 50 ppm</p> <p>2790-2, A – traitement de déchets dangereux (vidange des transfos) – 10 t/j</p> <p>3510, A – traitement de déchets dangereux – 25 t/j</p> <p>3550, A – stockage temporaire de déchets – 50 t</p> <p>Courrier du 11/06/21 sur modification 2940-2-b (-> DC) et 4330.2 (-> nouvellement DC pour 8,29 m3)</p>
<p>Constats : L'exploitant confirme l'absence de nouvelle activité et la stabilité du rythme de celles exercées.</p> <p>En complément de son courrier de réponse, il y a également lieu de tenir compte du dossier de réexamen du 14 novembre 2019 qui rectifie le courrier de réponse de 2019, à l'exception de la rubrique 1185.3.2 (utilisation de SF6) pour laquelle le seuil de classement de 300 kg n'est pas atteint.</p> <p>Dans son courrier du 11 juin 2021, l'exploitant déclare toutefois la rubrique 4330.2 implicitement au bénéfice de l'antériorité mais sans apporter la démonstration qu'il peut y prétendre.</p> <p>> L'exploitant doit transmettre à l'Inspection une proposition de tableau de classement actualisé de ses installations, en apportant si besoin les éléments justificatifs pour les rubriques pour lesquelles il sollicite le bénéfice de l'antériorité.</p> <p>L'attention de l'exploitant est en particulier attirée sur l'arrêté du 22 décembre 2008 modifié, applicable au titre de la rubrique n°4330, qui prévoit un échéancier de mise en place de nouvelles mesures de prévention et de lutte contre l'incendie (2025 et 2027 notamment).</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Garanties financières

Référence réglementaire : Lettre du 25/05/2021, article /
Thème(s) : Situation administrative, Courrier de l'exploitant
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans son courrier, l'exploitant propose un nouveau calcul des garanties financières pour un montant de 81154 € du fait de la baisse du volume de polluant sur site (de 38 t à 10 t d'huile). Cohérence avec le tableau de classement ?</p>
<p>Constats : > Il pourra être donné suite à cette demande liée à la fin du marché d'élimination des transformateurs PCB à 2022. Néanmoins il convient que l'exploitant tienne compte de cette réduction de quantité de déchets dans le classement de ses activités (cf fiche de constat précédente).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Installations de protection contre la foudre

Référence réglementaire : Lettre du 20/04/2018, article Obs 18-2
Thème(s) : Risques accidentels, Suite inspection du 22/03/18 et réponse du 28/02/19
Prescription contrôlée : Observation 2018-02: L'exploitant procédera à la levée de l'ensemble des observations émises par l'organisme lors de la vérification visuelle 2018 des dispositifs de protection contre la foudre d'ici le 01/09/2018. L'exploitant a transmis en réponse un rapport de vérification du 06/02/19 des installations de protection contre la foudre. Il fait état de deux non-conformités (distance descente foudre – caméra et schémas électriques)
Constats : Le rapport de vérification des installations de protection contre la foudre du 11/02/21 fait encore état de deux observations relatives à la présence des caméras (absence d'un parafoudre de protection de la télésurveillance et distance trop faible entre le conducteur de descente et une caméra). > L'exploitant présentera les actions correctives engagées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Conformité des installations électriques

Référence réglementaire : Lettre du 20/04/2018, article Obs 18-3
Thème(s) : Risques accidentels, Suite inspection du 22/03/18 et réponse du 28/02/19
Prescription contrôlée : Observation 2018-03: L'exploitant finalisera les travaux de mise en conformité suite au dernier contrôle des installations électriques L'exploitant a transmis en réponse un rapport de vérification du 11/06/18 qui fait état d'observations résiduelles. Engagement à les lever avant fin 2018.
Constats : Le rapport de vérification électrique du 22/04/21 fait état de quelques observations. L'exploitant a déclaré que celles-ci avaient depuis été levées par la maintenance. (non vérifié)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Obs 2020-1

Référence réglementaire : Lettre du 10/07/2020, article Obs 2020-1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : L'exploitant réalise la surveillance de ses rejets atmosphériques une fois par an, conformément à son arrêté préfectoral ; la MTD 8 impose une surveillance tous les 3 mois. L'AP n'est donc pas cohérent avec la MTD8 qui s'imposera à compter du 17 août 2022.
Constats : L'exploitant a d'ores et déjà modifié son plan de surveillance environnementale. La fréquence de mesure des rejets atmosphérique est trimestrielle depuis 2021. Il apparaît qu'alors que les travaux de réfection des canalisations de rejet des étuves avaient permis la quasi non-détection de dioxines dans les rejets, la mesure de fin d'année 2021 montre une valeur qui reste dans les limites autorisées mais qui interroge sur sa cause. Une nouvelle analyse devrait être réalisée prochainement. > L'exploitant tiendra l'Inspection informée des résultats de ses investigations.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Ressources en eau et mousses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/04/2008, article 7.6.4
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention et lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après afin que les services d'incendie disposent sur le site d'un potentiel hydraulique de 180 m ³ pendant 2 heures. Cette mesure sera réalisée à partir de 3 poteaux incendie de 100 mm sur réseau privé, alimentés par une conduite de diamètre au moins égale à 400mm permettant un débit simultané de 60 m ³ /h chacun et situés à moins de 200m du site; En outre, le site dispose : <ul style="list-style-type: none">- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques { 1 pour 200 m) doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;- des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles;- un système de détection automatique d'incendie dans la zone étuve, le local archives, l'extension de l'atelier et le laboratoire encienché en dehors des périodes de travail de la société (transmission téléphonique automatique auprès d'un responsable).
Constats : L'établissement est doté d'extincteurs (dont extincteurs poudre) et de réserves de sable. Une détection incendie avec télésurveillance et liste d'appel automatique couvre les zones demandées. Les étuves sont dotées d'un système d'extinction automatique par injection de gaz inerte. Une partie du bâtiment est doté de trappes de désenfumage, l'autre partie est couverte par une ventilation mécanique. L'exploitant n'a pas été en mesure de nous préciser l'emplacement des trois poteaux incendie prévus par l'arrêté. > Une mise en demeure est proposée pour insuffisance de la défense incendie. L'exploitant est par ailleurs invité à : <ul style="list-style-type: none">- présenter son plan d'action et son calendrier pour définir et mettre en place des moyens adéquats de défense contre l'incendie couvrant l'ensemble des risques de l'établissement (y compris stockages extérieurs ou sous chapiteaux)- exposer les mesures compensatoires mises en place dans l'attente de la solution pérenne. > L'exploitant devra dans les meilleurs délais informer le SDIS de l'absence des moyens de protection incendie prévus par l'arrêté préfectoral
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/04/2008, article 7.6.2
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention et lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : Les moyens de détection et de lutte contre l'incendie sont périodiquement contrôlés : - extincteurs : 18/01/22 - désenfumage : 03/02/22 - détection / extinction automatique étuves : 01/03/21 - détection ateliers : 01/03/21 Une revue des opérations critiques est réalisée chaque mois. Les rapports de vérification des détections font état de sondes ou de batteries à changer, aucun défaut signalé par la centrale incendie. > L'exploitant indiquera la suite donnée à ces observations et si celles-ci remettent en cause l'efficacité des dispositifs de détection / d'alarme.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Interdiction du feu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/04/2008, article 7.4.3
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention et lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : Il est interdit d'apporter du feu où une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique.
Constats : Permis de feu existant et mis en œuvre, y compris pour les opérations réalisées en interne. > L'exploitant veillera à enregistrer ces documents pour permettre un contrôle a posteriori.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/04/2008, article 7.4.4
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention et lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : <p>Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien.</p> <p>Cette formation comporte notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et opérations de fabrication mises en œuvre, - les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes, p19/3: - des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité.
Constats : Une formation sur les risques est donnée au personnel à sa prise de poste. Une évaluation est réalisée sous la forme d'un quizz. <p>Des exercices sont organisés deux fois l'an : un exercice incendie / évacuation et un autre exercice fuite / épandage de produit. Ils sont l'occasion de rappeler la conduite à tenir. Un compte rendu est réalisé qui consigne le retour d'expérience.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/04/2008, article 7.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention et lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : <p>L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'analyse des risques définie dans le présent chapitre au paragraphe généralités.</p> <p>L'ensemble du système de lutte contre l'incendie fait l'objet d'un plan de sécurité établi par l'exploitant en liaison avec les services d'incendie et de secours.</p>
Constats : (se reporter à la fiche de constat pour les moyens de défense incendie) <p>Un plan de sécurité a été réalisé par l'exploitant. Il précise les circuits et modalités d'alerte et d'évacuation, la répartition des rôles et comporte un annuaire des responsables.</p> <p>> Il conviendrait de compléter la fiche d'alerte pour que le risque PCB soit explicitement mentionné.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet